



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité Départementale Hérault  
520 Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007  
CEDEX 02  
34064 Montpellier

Montpellier, le 06/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**EUREC SUD**

ADRESSE  
34500 Béziers

Références : 2024\_039  
Code AIOT : 0006605295

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2024 dans l'établissement EUREC SUD implanté Parc d'activités de Béziers Ouest 543 rue de la Verrerie 34500 Béziers. L'inspection a été annoncée le 14/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EUREC SUD
- Parc d'activités de Béziers Ouest 543 rue de la Verrerie 34500 Béziers
- Code AIOT : 0006605295
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une plateforme de tri et de valorisation de pneumatiques usagés.

**Thèmes de l'inspection :**

- Action régionale 2024
- Déchets

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	SITUATION ADMINISTRATIVE	Arrêté Préfectoral du 07/08/2013, article 1.2.1	Demande d'action corrective	6 mois
2	MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT	Arrêté Préfectoral du 07/08/2013, article 7.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION	Arrêté Préfectoral du 07/08/2013, article 2.1.6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Afin de régulariser la situation du site, l'exploitant devra transmettre un nouveau porté à connaissance (PAC) à l'attention de l'inspection des installations classées.

Des justifications sont également attendues auprès de l'inspection sur le volet "risque accidentel" et plus précisément sur la prévention et les moyens de lutte contre l'incendie.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : SITUATION ADMINISTRATIVE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/08/2013, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nature des installations
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations autorisées sont visées à la nomenclature des installations classées sous les rubriques suivantes :</p> <p>-2714.1 : Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux (papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textile, bois) [...] Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>1. supérieur ou égal à 1000 m3</p> <p>Pneumatiques usagés (PU) et broyats :</p> <p>. ligne de tri, cisaille, stockages</p> <p>. volume total de stockage : 12965 m3</p> <p>Déchets industriels non dangereux (DIND) :</p> <p>. presse à balles, stockages</p> <p>. volume total de stockage : 1265m3</p> <p>-2791.1 : Installation de traitement de déchets non dangereux [...]</p> <p>La quantité de déchets étant :</p>

1. supérieur ou égale à 10 T/j  
qUANTIT2 DE PUNR cisailés : 105,5 T/j

-2710.2.b : Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial

2. Collecte de déchets non dangereux

Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :

b) supérieur ou égal à 300 m<sup>3</sup> et inférieur à 600 m<sup>3</sup>

Volume total de stockage : 470 m<sup>3</sup>

-2713.2 : Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux [...]

La surface étant :

1. supérieure ou égale à 100 m<sup>2</sup> mais inférieure à 1000 m<sup>2</sup>

Surface de stockage du site : 105,5 m<sup>2</sup>

-2517 (NC) : Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes [...]

La superficie de l'aire de transit étant :

Inférieure à 5000 m<sup>2</sup>

Stockage de gravats : 30 m<sup>3</sup>

Superficie : <5000 m<sup>2</sup>

-1432-2 (NC) : Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de)

2. stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 représentant une capacité équivalente totale inférieure à 10m<sup>3</sup>

Capacité nominale équivalente : 3m<sup>3</sup>

1 cuve aérienne de GNR (5m<sup>3</sup>) et 1 cuve aérienne de GR (10M<sup>3</sup>)

-1435 (NC) : Stations-service [...]

Le volume annuel de carburant [...] distribué étant :

inférieur à 100 m<sup>3</sup>

Consommation équivalente : 40 m<sup>3</sup>/an

Carburant : GR et GNR

#### Constats :

Au titre de la rubrique 2714.1 L'exploitant indique que l'activité de déchets industriels non dangereux (DIND) de presse à balles et d'un volume total de stockages de 1265m<sup>3</sup> initialement prévus dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 août 2013 n'a jamais été mise en place. L'exploitant souligne à l'inspection que cette activité ne sera jamais déployée au sein du site.

L'exploitant déclare par ailleurs, que le volume de stockage de déchets actuels (pneumatiques usagés et broyats) est passé à environ 14 000 m<sup>3</sup> (travaux d'aménagement de plateforme supplémentaires dans la continuité des travaux de rétention du site effectués en octobre 2022). L'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation du site en date du 7 août 2013 mentionne un volume maximal de 12 965 m<sup>3</sup>, soit un différentiel d'environ 1 035 m<sup>3</sup>.

Ce dernier explique à l'inspection qu'un premier porté à connaissance (PAC) a été déposé par EUREC SUD en mai 2020 auprès des services de l'inspection intégrant une partie des travaux

précités avec un volume de stockage supplémentaire de 135 M<sup>3</sup>. Ce PAC n'a pas fait l'objet d'une instruction par l'inspection.

Après plusieurs échanges, l'exploitant a informé l'inspection par courriel des modifications du site actuel et indiqué qu'un nouveau PAC allait être déposé en cours d'année 2024 pour la mise à jour des activités et les modifications opérées dans l'enceinte du site.

Par ailleurs, l'exploitant nous informe de la volonté d'implanter des panneaux photovoltaïques au-dessus des deux bassins de rétention du site.

En outre, un nouveau PAC sera déposé auprès des services de l'inspection intégrant toutes les modifications opérées sur site afin de le rendre conforme aux autorisations et réglementations en la matière.

Au titre de la rubrique 2791.1 L'exploitant informe l'inspection que le traitement actuel des pneumatiques usagés non réutilisable (PUNR) est de l'ordre de 80 à 100 tonnes par jour. Ce dernier indique à l'inspection que dans le cadre du futur PAC à venir, un passage à 105 tonnes est souhaité (capacité de surface de stockage autorisé à 105,5 tonnes), conformément à l'arrêté préfectoral d'autorisation en vigueur.

Au titre de la rubrique 2710-2.b L'exploitant informe l'inspection que cette rubrique (activité de stockage de broyats) n'a jamais été mise en place. Il souligne à l'inspection que cette activité ne sera pas mise en place sur le site.

Au titre de la rubrique 2713.2 L'exploitant signale à l'inspection que cette rubrique n'a pas été exploitée et fera l'objet d'une exclusion lors du prochain PAC qui sera adressé à l'inspection.

Au titre de la rubrique 2517 (NC) L'exploitant signale à l'inspection que cette rubrique n'a pas été exploitée et fera l'objet d'une exclusion lors du prochain PAC qui sera adressé à l'inspection.

Au titre de la rubrique 1432-2 (NC) L'inspection relève visuellement l'installation de 2 citernes, qui contiennent du GNR et du GR- L'exploitant indique que les capacités de stockage autorisées ne sont pas dépassées.

Par sondage, les citernes sont sur rétention, couvertes, et implantées sur une zone étanche (sol imperméabilisé, sur bac de rétention).

Au titre de la rubrique 1435 L'exploitant indique que le volume de carburant annuel ne dépasse pas les 100 m<sup>3</sup>, il est de l'ordre de 75 m<sup>3</sup> »

L'inspection relève qu'une station de lavage PL est implantée au sein du site. L'exploitant indique que cette station sert au nettoyage des Poids Lourds de Eurec Sud et également des camions issus de la verrerie voisine, après vidage.

L'exploitant a confirmé à l'inspection que la consommation d'eau journalière est inférieure à 20m<sup>3</sup> et que les camions de la verrerie voisine ne contiennent pas de résidus de matières alimentaires.

#### Divers:

Par ailleurs, l'exploitant informe l'inspection que au sein du site, 4 ruches sont implantées dans les espaces verts du site et s'inscrivent ainsi dans une démarche R.S.E

Par sondage, l'inspection relève que le site est très propre.

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Un nouveau PAC intégrant les modifications opérées doit être transmis à l'inspection des installations classées afin de rendre le site conforme avec la réglementation en vigueur.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

## N° 2 : MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/08/2013, article 7.5.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de secours interne et consignes générales d'intervention</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit un plan de lutte contre les sinistres pouvant survenir sur le site, au regard des risques et moyens d'intervention nécessaires préalablement identifiés sur la base de l'étude de dangers.</p> <p>Ce plan définit notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les mesures d'organisation,</li> <li>- les modalités d'alerte des secours et d'information des autorités,</li> <li>- les méthodes d'intervention,</li> <li>- les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger les personnes (dont personnel) et l'environnement,</li> <li>- les dispositions à prendre pour limiter les conséquences de l'accident.</li> </ul> <p>Le plan est rédigé en concertation avec les services d'incendie et de secours et est remis à jour en tant que de besoin, en particulier lors de toute modification pouvant avoir une incidence sur les risques existants.</p> <p>L'exploitant met en œuvre dès que nécessaire les dispositions prévues par ce plan.</p> <p>Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention pour chaque type de sinistre, d'évacuation du personnel, d'appel et d'accueil des services d'intervention extérieurs.</p> <p>Des exercices sont réalisés par l'exploitant pour tester ce plan et entraîner le personnel au moins tous les trois ans.</p> <p>Un exemplaire de ce plan doit être disponible en permanence sur le site.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente à l'inspection le plan de lutte contre les sinistres. Il précise à l'inspection</p>

<p>que ce plan n'a pas été élaboré en concertation avec les services d'incendie et de secours sollicités par mail plus d'une dizaine de fois.</p> <p>Ce dernier indique qu'un rendez-vous avait été fixé il y a un an et demi avec les services du SDIS mais que ces derniers se sont désistés.</p> <p>L'exploitant, sur conseil de l'inspection va transmettre le plan de lutte contre les sinistres au service incendie pour avis et validation.</p> <p>Le plan de lutte contre les sinistres semble être conforme à la situation du site actuel.</p> <p>L'inspection constate visuellement que le plan est affiché dans le sas d'entrée des bureaux.</p> <p>Il précise également à l'inspection qu'une mise en place de l'exercice se déroulera courant de l'année 2024 auprès du personnel pour tester le plan d'évacuation.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant indique et montre à l'inspection qu'une boîte rouge métallique d'urgence est installée dans le hall du bâtiment qui comprend toutes les consignes et numéros d'urgence à disposition du personnel formé.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre le plan de lutte contre les sinistres au SDIS 34 par courrier recommandé. Un justificatif de l'envoi auprès des services du SDIS doit être fourni à l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

### N° 3 : CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/08/2013, article 2.1.6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérifications périodiques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant réalise à ses frais les vérifications périodiques et/ou ponctuelles réglementaires prévues par le présent arrêté ou d'autres réglementations spécifiques conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Cela concerne entre autres les matériels de sécurité, et les moyens de lutte contre l'incendie, les installations électriques, les appareils à pression, les installations thermiques, l'aération des locaux, les réservoirs de stockage, les engins, machines et autres équipements de travail.</p> <p>Les vérifications doivent faire l'objet d'une inscription sur un registre ouvert à cet effet avec les mentions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- date et nature des vérifications,</li> <li>- personne ou organisme chargé de la vérification,</li> <li>- motif de la vérification,</li> <li>- résultats de la vérification et suites données (mesures correctives ou préventives éventuelles).</li> </ul> <p>Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection de l'installation classée.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

Le registre de sécurité au format papier est présenté par l'exploitant à l'inspection. A l'intérieur, figure les vérifications des systèmes d'alarmes incendie, des RIA, des extincteurs, de la formation du personnel à la manipulation des extincteurs (dernières réalisations effectuées le 8 mars 2023), ainsi que les vérifications des installations électriques (désenfumage, éclairage de sécurité, etc..)

Par ailleurs, l'exploitant nous fait part de la mise en place du Logiciel de gestion OPTICIMA pour les vérifications périodiques ainsi que le personnel, les engins, les bâtiments, etc.. Ce logiciel intègre les avec rapports de vérifications et dispose d'une alerte pour les vérifications à effectuer.

Par sondage, l'inspection relève la présence de 14 RIA à disposition sur site qui ont fait l'objet d'une vérification en mars 2023.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre les résultats des vérifications (rapports) et les éventuelles suites données relatives aux vérifications périodiques depuis janvier 2023.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois